

Travail pratique portant sur l'analyse et critique du jugement sur les droits et liberté fondamentaux.

Après examen et réexamen dudit jugement confortant Monsieur **BUTE NDONGO Reagan** prévenu contre Madame **MAYA TONEKENA Hélène**, pour abus de confiance devant le juge de paix de Kinshasa Lemba.

En effet, après avoir entendu le prévenu qui renonce à toutes les actes de la préséance, le juge de paix de Kinshasa Lemba pour réhabilité les droits fondamentaux réclamés par le prévenu comme prévu dans l'article 74 alinéa 4 du décret du 6 Aout 1959 portant code de procédure qui dispose ce qui suit : « Le tribunal ordonnance toute mesure d'instruction complémentaire qu'il estime nécessaire à la manifestation de la vérité »¹.

Le tribunal pourrait c'est déclarer non saisi pour violation des droits fondamentaux comme dévoués par le magistrat instructeur du dossier.

¹ Code de procédure pénale